

Délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique de la Polynésie française

Paru in extenso au journal officiel n°2 NS du 02/02/1996 à la page 106

Version en vigueur au 08/10/2009

- Titre I - Dispositions générales (Article 1er à Art. 2)
- Titre II - Modalités de recrutement(Art. 3 à Art. 4-1)
- Titre III - Nomination, formation initiale et titularisation(Art. 5 à Art. 11)
- Titre IV - Avancement (Art. 12 à Art. 16)
- Titre V - Dispositions diverses (Art. 17 à Art. 19)
- Titre VI - Constitution initiale du cadre d'emplois et autres dispositions transitoires(Art. 20 à Art. 30)
 - Chapitre I - Conditions d'intégration (Art. 20)
 - Chapitre II - Modalités de titularisation et classement(Art. 21 à Art. 30)

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique du territoire de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 202-95 du 11 décembre 1995 de la commission des affaires administratives, du statut et des lois ;

Vu l'arrêté n° 1093 CM du 20 octobre 1995 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Dans sa séance du 14 décembre 1995,

Adopte :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les assistants socio-éducatifs constituent un cadre d'emplois sociaux de catégorie B au sens de l'article 18 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

Ce cadre d'emplois comprend les grades d'assistant socio-éducatif et d'assistant socio-éducatif principal.

Art. 2

Les assistants socio-éducatifs exercent des fonctions visant à aider les personnes, les familles ou les groupes connaissant des difficultés sociales, à restaurer leur autonomie et à faciliter leur insertion. Dans le respect des personnes, ils recherchent les causes qui compromettent leur équilibre psychologique, économique ou social. Ils conçoivent et participent à la mise en œuvre des projets socio-éducatifs des services ou de l'établissement public dont ils relèvent.

Selon leur formation, ils exercent plus particulièrement leurs fonctions dans l'une des spécialités suivantes :

- assistants du service social : dans cette spécialité, les assistants socio-éducatifs ont pour mission de conseiller, d'orienter et de soutenir les personnes et les familles connaissant des difficultés sociales, de les aider dans leurs démarches et d'informer les services dont ils relèvent pour l'instruction d'une mesure d'action sociale. Ils apportent leur concours à toute action susceptible de prévenir les difficultés sociales ou médico-sociales rencontrées par la population et d'y remédier ;

- éducateurs spécialisés : dans cette spécialité, ils ont pour mission de participer à l'éducation des enfants ou adolescents en difficulté d'insertion et de soutenir les personnes handicapées, inadaptées ou en voie d'inadaptation. Ils concourent à leur insertion scolaire, sociale et professionnelle ;

- conseillers en économie sociale et familiale : dans cette spécialité, ils ont pour mission d'informer, de former et de conseiller toute personne connaissant des difficultés sociales, en vue d'améliorer ses conditions d'existence et de favoriser son insertion sociale ;

- animateurs socio-éducatifs : dans cette spécialité, ils ont pour mission de développer toutes actions à caractère ponctuel ou permanent dans les domaines social, éducatif, économique et culturel en direction de toutes catégories de population ;

- éducateurs de jeunes enfants : dans cette spécialité, ils organisent des activités éducatives personnalisées afin

de favoriser le développement affectif et psychomoteur des jeunes enfants ; leurs activités s'insèrent dans celles de l'équipe socio-éducative ou médico-sociale.

TITRE II - MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Le recrutement en qualité d'assistant socio-éducatif intervient après inscription sur les listes d'aptitude établies :
1°) en application des dispositions de l'article 53 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;
2°) en application des dispositions de l'article 57 de ladite délibération.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Sont inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 1° de l'article 3 ci-dessus les candidats déclarés admis :

a) A un concours externe sur titre ouvert :

1° Pour la spécialité assistance de service social, aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'assistant de service social ;

2° Pour la spécialité éducation spécialisée, aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur spécialisé ;

3° Pour la spécialité conseil en économie sociale et familiale, aux candidats titulaires du diplôme d'Etat de conseiller en économie familiale et sociale ;

4° Pour la spécialité animateur socio-éducatif, aux candidats titulaires du diplôme d'Etat aux fonctions d'animation ;

5° Pour la spécialité éducateur de jeunes enfants, aux candidats titulaires du diplôme d'Etat d'éducateur de jeunes enfants ;

b) A un concours interne sur épreuve ouvert aux fonctionnaires du cadre d'emplois des agents sociaux qui justifient au 1er janvier de l'année du concours de 3 ans au moins de services effectifs dans le cadre d'emplois des agents sociaux, compte tenu pour les fonctionnaires de la période de stage ou de formation ;

c) A un concours d'intégration ouvert aux agents contractuels des services ou des institutions de la Polynésie française, rémunérés sur le budget de la Polynésie française ou de ses établissements publics administratifs ou de l'assemblée de la Polynésie française et aux fonctionnaires du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française (C.E.A.P.F.) mis à disposition auprès de ces mêmes services, institutions et établissements publics administratifs, qui justifient dans ces instances au 1er janvier de l'année du concours, d'une ancienneté au moins égale à trois ans.

Les candidats ayant suivi une formation à l'étranger d'au moins trois années d'études supérieures après le baccalauréat, titulaires d'un diplôme dans les spécialités citées ci-dessus et ayant été autorisés à concourir par une commission d'évaluation des diplômes ou titres étrangers créée par une délibération de l'assemblée de la Polynésie française, peuvent également être inscrits sur la liste d'aptitude visée à l'alinéa 1 après être déclarés admis à l'un des concours externes susmentionnés.

Le concours externe ne comprend une épreuve d'admission consistant en un entretien avec le jury pour apprécier les aptitudes des candidats à exercer leur profession dans le cadre des missions remplies par les services et établissements publics chargés de l'action sanitaire et sociale.

Les modalités d'organisation des concours, les règles de discipline et la date d'ouverture des épreuves ainsi que la liste des candidats admis à y prendre part, sont fixées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique.

Pour la période du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2007, la proportion des postes à pourvoir par le biais du concours interne est fixée à 2/3, et pour compter du 1er janvier 2008 à 1/3.

Art. 4-1 *Rédaction issue de Délibération n° 2009-74 APF du 1er octobre 2009*

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 2° de l'article 3 ci-dessus, les agents sociaux qualifiés de 1re classe ayant atteint le 2e échelon de leur grade.

Les fonctionnaires mentionnés à l'alinéa précédent peuvent être recrutés en qualité d'assistant socio-éducatif stagiaire à raison d'un recrutement au titre de la promotion interne pour cinq recrutements de candidats admis aux deux derniers concours externes et/ou internes d'assistants socioéducatifs ouverts depuis les dernières nominations intervenues au titre de la promotion interne. Lorsque cette proportion n'est pas applicable, une nomination peut toutefois être prononcée.

TITRE III - NOMINATION, FORMATION INITIALE ET TITULARISATION

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude prévue à l'article 4 et recrutés sur un emploi d'un des services ou établissements publics sont nommés assistants socio-éducatifs stagiaires pour une durée d'un an par le Président de la Polynésie française investi du pouvoir de nomination.

Art. 6 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

La titularisation des stagiaires intervient à la fin du stage par décision de l'autorité. Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié, s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son corps ou emploi d'origine.

Toutefois, le Président de la Polynésie française peut, à titre exceptionnel, décider que la période de stage soit prolongée d'une durée maximale d'un an.

Art. 7 *Rédaction issue de Délibération n° 2003-101 APF du 10 juillet 2003*

Les stagiaires sont rémunérés sur la base de l'indice afférent au 1er échelon du grade d'assistant socio-éducatif. Toutefois, ceux qui avaient auparavant la qualité de fonctionnaire ou d'agent non fonctionnaire de l'administration au sens de la convention collective des A.N.F.A. perçoivent, durant leur stage, le traitement indiciaire ou la rémunération de base correspondant à leur situation antérieure si ce traitement ou cette rémunération est supérieure au 1er échelon du grade d'assistants socio-éducatifs. Cette disposition ne peut avoir pour effet d'assurer aux intéressés un traitement ou une rémunération supérieure à celui auquel ils auraient droit s'ils étaient classés dans leur grade ou emploi en application des articles ci-dessous.

Lorsque les agents visés à l'alinéa 2 du présent article sont titularisés, ils sont placés, sous réserve des règles définies aux articles 8 à 12 ci-après, à l'échelon du grade d'assistant socio-éducatif correspondant à l'ancienneté acquise depuis leur nomination dans le cadre d'emplois sans qu'il soit tenu compte de la prolongation éventuelle de la période de stage prévue au deuxième alinéa de l'article 6 ci-dessus.

Les assistants socio-éducatifs titulaires d'un des diplômes visés aux 1°, 2° et 3° de l'article 4, bénéficient, lors de leur titularisation, d'une bonification d'ancienneté de 18 mois.

Art. 8

Les fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie B, ou titulaires d'un emploi de même niveau, sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui qu'ils détenaient dans leur grade ou leur emploi d'origine.

Dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise dans leur précédent grade ou emploi lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulterait d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade ou emploi conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.

Art. 9

Les fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie C ou D ou titulaires d'un emploi de même niveau sont classés dans le grade d'assistant socio-éducatif sur la base de la durée maximum de service exigée pour chaque avancement d'échelon en prenant en compte une fraction de leur ancienneté dans leur cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine.

L'ancienneté dans le corps ou emploi d'origine correspondant dans la limite maximale de vingt-neuf ans pour un corps ou un emploi de la catégorie D, et de trente-deux ans pour un cadre d'emplois, corps ou emploi de la catégorie C, en temps nécessaire pour parvenir, sur la base des durées maximales de services, à l'échelon occupé par l'intéressé, augmenté de l'ancienneté acquise dans cet échelon.

Cette ancienneté est retenue à raison de :

- a) 3/12e lorsqu'il s'agit d'un cadre d'emplois ou emploi de la catégorie D ;
- b) 8/12e pour les 12 premières années et 7/12e pour le surplus lorsqu'il s'agit d'un cadre d'emplois ou emploi de catégorie C.

L'application des dispositions qui précèdent ne peut avoir pour effet de classer un fonctionnaire dans une

situation plus favorable que celle qui aurait été la sienne si, préalablement à sa nomination dans le cadre d'emplois, il avait été promu au grade supérieur.

En aucun cas, ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire.

Les agents, nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade, conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur nomination est inférieure à celle que leur avait procurée leur nomination à cet échelon.

Art. 10 *Rédaction issue de Délibération n° 2002-138 APF du 24 octobre 2002*

Lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire, les agents ayant été précédemment recrutés en qualité d'agent non fonctionnaire de l'administration de la Polynésie française au sens de la convention collective des ANFA, d'agent contractuel recruté dans le cadre des articles 33 ou 34 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée, de personnel des cabinets des membres du gouvernement, d'agent de l'assemblée de la Polynésie française ou d'agent de la délégation de la Polynésie française voient la durée des services qu'ils ont accomplis à ce titre dans un emploi de niveau de catégorie B pris en compte à raison des 3/4 de leur durée et ceux accomplis dans un emploi situé à un niveau inférieur à raison de la moitié de leur durée. Cette ancienneté est conservée lors de leur titularisation.

Les agents visés à l'article 33 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée ci-dessus, qui ont occupé antérieurement des emplois d'un niveau inférieur à celui qu'ils occupent au moment de leur admission comme stagiaires, peuvent demander que la totalité de leur ancienneté de services soit prise en compte dans les conditions fixées ci-dessus pour des emplois du niveau inférieur.

Les dispositions de l'alinéa 1 du présent article sont applicables aux agents n'ayant pu en bénéficier lors de leur nomination en qualité de fonctionnaire stagiaire à compter de leur plus prochain avancement.

Dans tous les cas, les services pris en compte doivent avoir été accomplis de façon continue. La continuité des services n'est interrompue ni par l'accomplissement des obligations du service national ni par les congés réguliers. Toutefois, sont retenus les services accomplis avant une interruption de fonctions inférieure à 3 mois si cette interruption est du fait de l'agent, ou inférieure à un an dans le cas contraire.

Les dispositions qui précèdent ne peuvent avoir pour effet de placer les intéressés dans une situation plus favorable que celle qui résulterait d'un classement à un échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui perçu dans leur ancien emploi avec conservation de l'ancienneté d'échelon dans les conditions définies aux 2e et 3e alinéas de l'article 9.

En aucun cas, ne sont prises en compte les périodes d'activité ayant ouvert droit à pension civile ou militaire dans le calcul de l'ancienneté.

Art. 11

Lorsque l'application des articles 9 et 10 de la présente délibération aboutit à classer les agents intéressés à un échelon doté d'un indice ou d'un traitement inférieur à celui dont ils bénéficiaient dans leur emploi précédent, les intéressés conservent, à titre personnel, le bénéfice de leur indice ou traitement antérieur jusqu'au jour où ils atteignent dans leur grade un échelon comportant un indice au moins égal.

TITRE IV - AVANCEMENT

Art. 12 *Rédaction issue de Délibération n° 2003-101 APF du 10 juillet 2003*

Le grade d'assistant socio-éducatif comprend 11 échelons.

Le grade d'assistant socio-éducatif principal comprend 9 échelons.

Art. 13 *Rédaction issue de Délibération n° 2003-101 APF du 10 juillet 2003*

La durée maximale et la durée minimale du temps passé dans chacun des échelons, des grades sont fixées ainsi qu'il suit :

Grades et échelons	Durée	
	Maximale	Minimale
Assistant socio-éducatif principal :		
9e échelon	-	-
8e échelon	4 ans	3 ans
7e échelon	4 ans	3 ans
6e échelon	4 ans	3 ans
5e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
4e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
3e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
2e échelon	2 ans	1 an 6 mois
1er échelon	2 ans	1 an 6 mois
Assistant socio-éducatif :		
11e échelon	-	-
10e échelon	4 ans	3 ans
9e échelon	4 ans	3 ans
8e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
7e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
6e échelon	3 ans	2 ans 3 mois
5e échelon	2 ans	1 an 6 mois
4e échelon	2 ans	1 an 6 mois
3e échelon	2 ans	1 an 6 mois
2e échelon	2 ans	1 an 6 mois
1er échelon	1 an	1 an

Art. 14 Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004

Peuvent être nommés assistants socio-éducatifs principaux, sur examen professionnel et dans la limite fixée à l'alinéa suivant, les assistants socio-éducatifs comptant, au 1er janvier de l'année au titre de laquelle est dressé le tableau d'avancement, un an d'ancienneté dans le 5e échelon du grade.

Les modalités de l'examen professionnel et le programme des épreuves sont fixés par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Les modalités d'organisation de l'examen professionnel sont fixées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique.

Le nombre des assistants socio-éducatifs principaux ne peut être supérieur à 30 % du nombre des assistants socio-éducatifs et assistants socio-éducatifs principaux.

Art. 15

Peuvent être nommés assistants socio-éducatifs principaux, au choix, par voie d'inscription sur une liste d'avancement, les assistants socio-éducatifs comptant 3 ans de services effectifs en cette qualité et ayant atteint 2 ans d'ancienneté dans le 9e échelon de leur grade. L'avancement au choix s'effectue à raison d'un avancement pour 5 avancements réalisés au titre de l'article précédent.

Les assistants socio-éducatifs principaux seront appelés à assumer des responsabilités supplémentaires. Ils peuvent exercer, suivant leur spécialité, les fonctions de direction d'établissements d'accueil et d'hébergement pour personnes âgées. Ils peuvent être chargés de coordonner l'activité des assistants socio-éducatifs.

Art. 16

Les fonctionnaires promus sont classés à l'échelon comportant un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont ils bénéficiaient antérieurement. Ils conservent leur ancienneté d'échelon dans la limite de l'ancienneté maximale exigée pour une promotion à l'échelon supérieur lorsque l'avantage qui résulte de leur nomination est inférieur à celui qu'ils auraient retiré d'un avancement d'échelon dans leur ancien grade.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint l'échelon le plus élevé de leur précédent grade conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes conditions et limites lorsque l'augmentation de traitement consécutive à leur titularisation est inférieure à celle qui résulte de leur élévation audit échelon.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES**Art. 17** Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004

Le détachement dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs intervient :

1°) pour les fonctionnaires de l'Etat régis par la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ou par la loi n° 84-53 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, en application des dispositions législatives et réglementaires applicables aux fonctionnaires détachés affectés dans un service de l'Etat en Polynésie française ;

2°) pour les fonctionnaires qui relèvent de la fonction publique communale de la Polynésie française, le détachement intervient à l'échelon du grade correspondant à un traitement de base égal, ou à défaut, immédiatement supérieur à celui dont bénéficie le fonctionnaire dans son grade ou emploi d'origine.

Art. 18

Les fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs font l'objet d'une notation, chaque année, de la part de l'autorité territoriale compétente.

Leur valeur professionnelle est appréciée notamment en fonction de leurs aptitudes générales, de leur efficacité, de leur qualité d'encadrement et de leur sens des relations humaines.

Art. 19 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les fonctionnaires détachés dans le présent cadre d'emplois concourent pour l'avancement de grade et d'échelon avec l'ensemble des fonctionnaires de la Polynésie française de ce corps s'ils justifient dans leur ancien corps, cadre d'emplois ou emploi d'une durée de services au moins équivalente à celle qui est exigée des fonctionnaires de la Polynésie française pour parvenir à la classe et à l'échelon qui leur est attribué dans leur emploi de détachement.

TITRE VI - CONSTITUTION INITIALE DU CADRE D'EMPLOIS ET AUTRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

CHAPITRE I - CONDITIONS D'INTÉGRATION

Art. 20 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les agents de 2e catégorie qui relèvent de la convention collective des agents non fonctionnaires de l'administration, en fonctions dans un service de l'administration de la Polynésie française ou dans un de ses établissements publics, sont titularisés, à leur demande, dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs sur des postes vacants ou ouverts par l'assemblée de la Polynésie française sous réserve :

1°) d'être en fonctions à la date de la publication de la présente délibération ou de bénéficier à cette date d'un congé de longue durée en application des dispositions de l'avenant de la convention collective du 10 mars 1992 ;

2°) de disposer à la date de la publication de la présente délibération d'un contrat de travail à durée indéterminée ;

3°) de posséder un des diplômes prévus à l'article 4 de la présente délibération, permettant l'accès au concours externe d'assistant socio-éducatif ou d'avoir bénéficié d'une promotion en 2e catégorie dans le cadre des dispositions prévues par l'annexe II de la convention collective des ANFA ;

4°) de remplir les conditions énumérées à l'article 4 du titre I du statut général de la fonction publique de la Polynésie française.

5°) de bénéficier à cette date d'une suspension de contrat de travail pour exercer :

a) des fonctions de membre du gouvernement ou une fonction publique élective quand cette fonction comporte des obligations les empêchant d'assurer normalement leur activité professionnelle ;

b) des fonctions auprès de la Présidence de la Polynésie française, de l'assemblée de la Polynésie française, d'un ministère ou d'un parlementaire national de Polynésie française ;

c) des fonctions auprès d'une commune, d'une administration de l'Etat ou de la Polynésie française, d'un établissement public de l'Etat ou de la Polynésie française, de la délégation de la Polynésie française à Paris ou encore auprès d'un territoire d'outre-mer ;

d) un mandat syndical.

CHAPITRE II - MODALITÉS DE TITULARISATION ET CLASSEMENT

Art. 21

Les agents visés à l'article 20 sont classés dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs en prenant en compte l'ancienneté moyenne occupée dans l'emploi équivalent qu'ils occupaient précédemment.

La durée d'ancienneté est obtenue en totalisant les durées requises pour le passage à l'échelon supérieur jusqu'à l'échelon détenu au moment de son intégration à savoir :

- du 1er au 2e échelon : 1 an ;
- du 2e au 11e échelon : 2 ans 6 mois par échelon.

Art. 22 Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004

Le classement dans les grades et échelons du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs s'effectue selon le tableau de correspondance suivant :

Situation ancienne (ANFA)		Situation nouvelle		
Emploi : assistante sociale diplômée assistante sociale diplômée d'Etat, éducateur spécialisé, agents de 2e catégorie		Cadre d'emploi : assistant socio-éducatif		
ancienneté acquise : 1 an entre le 1er et le 2e échelon et de 2 ans et 6 mois par échelon supplémentaire.		Durée de référence pour le classement dans les grades et échelons : durée minimale		
Echelon	Ancienneté obtenue	Grade	Echelon	Ancienneté conservée
1°) assistante sociale non titulaire du BAC				les reliquats inférieurs à un mois ne sont pas comptabilisés.
1er échelon	-	assistant socio- éducatif	1er échelon	-
2e échelon	1 an		2e échelon	-
3e échelon	3 ans 6 mois		3e échelon	1 an
4e échelon	6 ans		5e échelon	6 mois
5e échelon	8 ans et 6 mois		7e échelon	-
6e échelon	11 ans	assistant socio- éducatif principal	3e échelon	-
7e échelon	13 ans et 6 mois		4e échelon	-
8e échelon	16 ans		5e échelon	-
9e échelon	18 ans et 6 mois		6e échelon	-
10e échelon	21 ans		6e échelon	6 mois
11e échelon	23 ans et 6 mois		7e échelon	-
2°) assistante sociale diplômée d'Etat éducateur spécialisé (titulaire du baccalauréat)				
3e échelon ANFA	3 ans et 6 mois	assistant socio- éducatif	3e échelon	1 an
4e échelon	6 ans		5e échelon	6 mois
5e échelon	8 ans et 6 mois		7e échelon	-
6e échelon	11 ans	assistant socio- éducatif principal	3e échelon	-
7e échelon	13 ans et 6 mois		4e échelon	-
8e échelon	16 ans		5e échelon	-
9e échelon	18 ans et 6 mois		6e échelon	-
10e échelon	21 ans		6e échelon	6 mois
11e échelon	23 ans et 6 mois		7e échelon	-

Les agents ayant déjà reçu leur arrêté d'intégration dans la fonction publique de la Polynésie française dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs bénéficient de ces nouvelles dispositions d'intégration.

Dans le tableau de correspondance ci-dessus, la situation nouvelle ne tient pas compte de l'octroi d'un échelon prévu par la délibération n° 98-36 APF du 17 avril 1998 modifiant la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 susvisée.

Art. 23

A l'ancienneté conservée dans l'échelon du grade du cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs s'ajoute, lorsqu'elle existe, l'ancienneté acquise dans l'échelon de référence acquis au titre du statut des ANFA. Les reliquats d'ancienneté inférieurs à un mois ne sont pas comptabilisés.

Art. 24 Rédaction issue de Délibération n° 98-35 APF du 17 avril 1998

Les agents cités à l'article 20 de la présente délibération peuvent présenter leur candidature à l'intégration jusqu'au 30 juin 1998 inclus ; un délai d'option de 6 mois leur est ouvert à compter de la date à laquelle ils

reçoivent notification de leur classement pour accepter leur titularisation.

Art. 25

Les agents bénéficiaires des dispositions qui précèdent reçoivent une rémunération au moins égale à leur rémunération globale ancienne.

Le cas échéant, les intéressés perçoivent une indemnité compensatrice.

L'indemnité compensatrice est résorbée au fur et à mesure des augmentations de rémunération consécutives aux avancements dont l'intéressé bénéficie dans le cadre d'emplois d'intégration.

Art. 26 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les éléments de rémunération à prendre en considération pour la détermination de l'indemnité compensatrice allouée en application de l'article ci-dessus sont, à l'exclusion des indemnités compensatrices de frais de sujétions particulières, des heures supplémentaires et des éléments de rémunération liés au dépaysement ou à l'éloignement :

- la rémunération globale antérieure à la titularisation comprend la rémunération brute principale augmentée des primes et indemnités qui en constituent l'accessoire.

La rémunération globale résultant de la titularisation comprend la rémunération brute indiciaire augmentée, le cas échéant, d'indemnités particulières instituées par délibération de l'assemblée de la Polynésie française.

Art. 27

A titre transitoire pour une période de 3 ans à compter de la date d'application de la présente délibération, la proportion du nombre des assistants socio-éducatifs principaux par rapport à l'effectif total du cadre d'emplois est fixée par dérogation à l'article 14 ci-dessus, à 50 %.

Art. 28 *Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004*

Les agents sont intégrés dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs par arrêté du Président de la Polynésie française.

Cette intégration prend effet à la date de la demande effective d'intégration faite par l'agent, cette date ne pouvant pas être antérieure au 1er juillet 1996.

Art. 29 *Rédaction issue de Délibération n° 2007-1 APF du 26 février 2007*

En application de l'article 83 de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française, l'échelonnement indiciaire applicable au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs est fixé ainsi qu'il suit :

Assistant socio-éducatif principal	
indice	échelon
516	9
504	8
475	7
449	6
424	5
401	4
380	3
363	2
346	1
Assistant socio-éducatif	
indice	échelon
462	11
448	10
423	9
400	8
378	7
357	6
338	5
325	4
311	3
286	2
266	1

Note : Article 1er de la délibération n° 2007-1 APF du 26 février 2007 : « La délibération n° 2005-121 APF du 16 décembre 2005 portant majoration des traitements des fonctionnaires de la fonction publique de la Polynésie française et des agents non titulaires des services et des établissements publics administratifs est abrogée. En contrepartie, chacun des indices servant de base au calcul du traitement des fonctionnaires relevant des dispositions de la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française est majoré de six (6) points.

Art. 30 Rédaction issue de Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004

Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au Journal officiel de la Polynésie française.

La secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Le président,
Tinomana EBB.

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995](#), JOPF n° 2 NS du 02/02/1996 à la page 106
 - [Délibération n° 97-150 APF du 13 août 1997](#), JOPF n° 35 N du 28/08/1997 à la page 1731
 - [Délibération n° 98-35 APF du 17 avril 1998](#), JOPF n° 18 N du 30/04/1998 à la page 754
 - [Délibération n° 98-177 APF du 29 octobre 1998](#), JOPF n° 46 N du 12/11/1998 à la page 2349
 - [Délibération n° 99-123 APF du 22 juillet 1999](#), JOPF n° 31 N du 05/08/1999 à la page 1691
- Les dispositions de l'article 1er de la présente délibération s'appliquent à la date de la demande effective d'intégration des agents A.N.F.A. visés à l'article 20 de la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 susvisée, dans les conditions fixées par la délibération n° 99-32 APF du 4 mars 1999 susvisée. Les agents A.N.F.A. visés à l'article 20 de la délibération n° 95-236 AT du 14 décembre 1995 susvisée, n'ayant pas déposé de demande d'intégration dans le cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs de la fonction publique du territoire, disposent d'un délai de trois mois à compter de la date de publication de la présente délibération pour y procéder.
- [Délibération n° 2000-126 APF du 26 octobre 2000](#), JOPF n° 46 N du 16/11/2000 à la page 2766
 - [Délibération n° 2001-166 APF du 11 septembre 2001](#), JOPF n° 38 N du 20/09/2001 à la page 2383
 - [Délibération n° 2002-138 APF du 24 octobre 2002](#), JOPF n° 45 N du 07/11/2002 à la page 2743
 - [Délibération n° 2003-101 APF du 10 juillet 2003](#), JOPF n° 30 N du 24/07/2003 à la page 1903
 - [Arrêté n° 576 CM du 31 mars 2004](#), JOPF n° 15 N du 08/04/2004 à la page 1212
 - [Délibération n° 2007-1 APF du 26 février 2007](#), JOPF n° 9 NC du 01/03/2007 à la page 757
 - [Délibération n° 2009-74 APF du 1er octobre 2009](#), JOPF n° 41 N du 08/10/2009 à la page 4651